



Contre le communautarisme

Landfried J., A. Colin, 2007

Julien Landfried, diplômé HEC depuis 2002, est directeur de l'observatoire du communautarisme, observatoire indépendant qui par le net produit un ensemble d'informations, de réflexions sur le communautarisme, la laïcité, la discrimination, le racisme. Il est également responsable des activités internet de l'hebdomadaire Marianne, enfin directeur du développement de la fon-

dation Res Republica, fondation de recherche politique présidée par JP Chevènement.

L'essai publié en 2007, s'appuie sur un travail effectué pendant plusieurs années à l'observatoire du communautarisme et se construit autour de la dynamique constituée par le lien de triangulation qui unit des « entrepreneurs communautaires », des médias nécessaires pour être au devant de la scène enfin des responsables politiques qui font passer dans la loi des revendications qui, sans eux, seraient restées vaines.

Il montre comment le paradigme politique est passé d'une conflictualité visible basée sur des rapports sociaux de production et sur la lutte des classes à des revendications communautaires dont le seul objectif est de s'accaparer le pouvoir pour en retirer le maximum de biens, réels ou symboliques, obtenir des droits spéciaux ou s'exempter de certains devoirs. Il définit ainsi le communautarisme comme « un système sociopolitique où des organisations communautaires menées par des entrepreneurs communautaires prétendent parler au nom de leur communautés ethniques, religieuses et de genre ».

En nommant les acteurs, il décrypte leur jeu, au travers des positions adoptées et des décisions prises. A partir d'exemples concrets sur ce qui s'est passé en France depuis une vingtaine d'années il montre comment un système pervers a pu s'installer, provoquant la dégénérescence de la notion même de « république » et de ses principes de liberté, d'égalité, de fraternité.

Au travers des lois mémorielles, des revendications ethnologiques et religieuses, de la « discrimination positive » il dénonce l'hypocrisie politique, en particulier des partis de gauche, l'activisme de certaines communautés, les pressions qu'elles exercent sur le pouvoir, mais également sur toute voix discordante qu'elles s'attachent à marginaliser ou à mettre au silence.

Pour occuper l'espace politique et public il démonte le système de compétition, les rapports de force mais aussi les alliances « utiles » que ces dernières instaurent. Aux mêmes fins il montre comment elles utilisent les nouvelles technologies et recourent à l'image pour « prendre place » dans l'opinion.

Il montre ainsi comment, par un ensemble de renoncement, d'accommodement politique, de reconstruction de l'histoire, s'est construite une représentation du monde basée sur une culpabilisation de l'état et du pouvoir « persécuteur » et s'est installée une logique de « réhabilitation d'identités collectives dominées », où l'intérêt général se perd, laissant pour compte les véritables questions d'inégalités socio-économiques.

Pour terminer, il élargit l'analyse au niveau européen et mondial, définit les pistes à suivre pour « réinventer le modèle républicain » et pose le cadre du « public » et du « privé » et la place qui doit y être réservée, à l'expression des identités.

Dans le mouvement effréné auquel nous assistons aujourd'hui, le mélange incessant du privé et du public, les discours incantatoires qui nous inondent, cet essai, sciemment engagé et dénonciateur, nous force à réfléchir et à réagir avec toute la vigilance au quelle d'ailleurs l'auteur nous exhorte, nous qui côtoyons chaque jour des populations qui, faute de raisons de croire en l'avenir, se trouvent la proie facile à toute forme d'idéologisme.